Investissements et petits producteurs : un panel d'experts alimente la controverse internationale

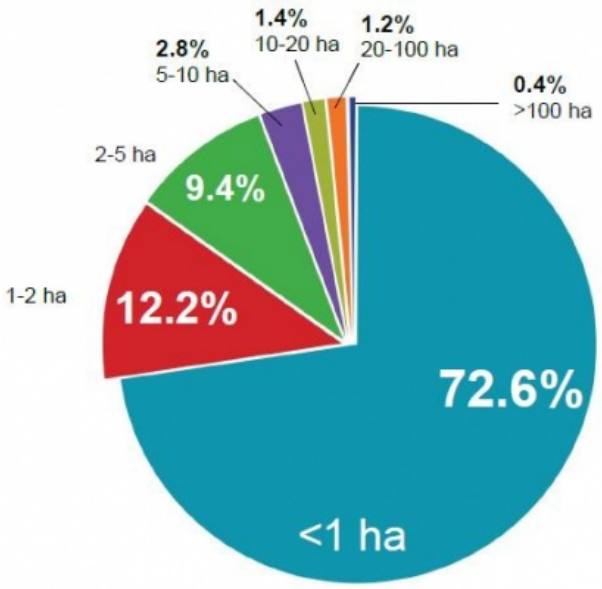
5 juillet 2013

Alors que la place des petits producteurs dans les stratégies de sécurité alimentaire est au cœur de controverses internationales, un rapport publié par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale recommande non seulement d'investir dans la petite agriculture, mais aussi de donner la priorité à l'investissement par les petits producteurs eux-mêmes.

La principale contrainte à l'investissement pour les petits producteurs est l'accès aux ressources, en particulier la terre et l'eau. Mais avec un minimum d'investissements, la productivité totale des facteurs de cette forme d'agriculture est particulièrement élevée. Selon les experts, la petite agriculture peut être potentiellement très efficace du point de vue économique, social et environnemental, et doit être un levier important dans les stratégies de développement.

Le rapport recommande la mise en place de stratégies nationales pour l'investissement des petits producteurs. Pour cela, il incite à reconnaître les droits individuels et collectifs de ces producteurs, et à leur faciliter l'accès aux facteurs de production, aux marchés et aux services financiers. Il indique également qu'il y a urgence à financer une recherche nationale et des services de conseil spécifiquement centrés sur les petits producteurs.

Répartition des exploitations agricoles dans le monde par surface



Ce rapport paraît au moment où la « Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition » est largement discutée. L'initiative, lancée en 2012 par le G8 sous présidence américaine, en partenariat avec une cinquantaine d'entreprises, met l'accent sur l'accélération du processus d'apport de capitaux privés dans l'agriculture africaine. Or, les réformes de politiques publiques des pays africains (foncier, propriété

intellectuelle, etc.), que prévoient ces partenariats, suscitent de vives critiques, à l'instar de la récente pétition des sociétés civiles africaines qui parle de « nouveau colonialisme », du communiqué des ONG allemandes intitulé « ajustement structurel 2.0 », ou de celui d'ONG françaises qui évoquent une « menace pour la sécurité alimentaire ». Tandis que les promoteurs de la « Nouvelle Alliance » mettent en avant les nouveaux flux d'investissements qui vont ainsi être mobilisés en faveur de l'agriculture africaine, ces acteurs dénoncent des mécanismes défavorables aux petits producteurs de ces pays.

Alexandre Martin, Centre d'études et de prospective

Sources :

Rapport du HLPE, FAO

Déclaration de la société civile africaine

Forum pour l'Environnement et le Développement (Allemagne)

Communiqué CCFD, ACF, OXFAM et al. (France)